

La voix de l'opposition de gauche

Le 15 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Le pire, cela aurait été "de s'arrêter à mi-chemin".

LVOG - En guise de soutien au mouvement populaire engagé le 17 novembre 2018.

Souvenirs sur Lénine de N.K. Kroupskaïa (la compagne de Lénine pendant près de trente années) de 1893 à 1905.

Extrait. Vladimir Ilitch se distinguait par une intuition particulière, une compréhension profonde de ce que sentait la classe ouvrière.

S'orientant sur la bourgeoisie libérale qui n'était pas encore en branle, les menchéviks déclaraient qu'il fallait « déchaîner » la révolution. Ilitch savait que les ouvriers étaient bien résolus à lutter jusqu'au bout. Et il était avec eux. Il savait qu'il était impossible de s'arrêter à mi-chemin, car il en fût résulté une telle démoralisation, une telle dépression dans la classe ouvrière, un tel préjudice pour la cause qu'il ne fallait y songer à aucun prix. Et l'histoire a montré que, si la classe ouvrière a subi une défaite pendant la révolution de 1905, elle n'a pas été brisée et a conservé intacte sa volonté de lutte. Cela, ils ne le comprenaient pas, tous ceux qui reprochaient à Lénine son « manque de souplesse », ou qui, après la défaite, ne savaient que dire : « Il ne fallait pas prendre les armes ». Pour demeurer fidèle à sa classe, il fallait prendre les armes, l'avant-garde n'avait pas le droit de faire défection pendant la lutte.

Et Ilitch ne cessait d'appeler le Parti, avant-garde de la classe ouvrière, à la lutte, à l'organisation, à l'armement des masses. Il en parlait dans le Vpériod, dans ses lettres en Russie.

« Le neuf janvier 1905 a montré la gigantesque réserve d'énergie révolutionnaire accumulée par le prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation des social-démocrates », écrivait-il au début de février dans son article : « Devons-nous organiser la révolution ? » dont chaque ligne réclame le passage des paroles à l'action. Ilitch n'avait pas seulement lu et très minutieusement étudié, médité tout ce que Marx et Engels avaient écrit sur la révolution et l'insurrection, il avait lu également un grand nombre de livres sur l'art militaire, étudiant sous toutes leurs faces la technique et l'organisation de l'insurrection armée. Cela l'occupait bien plus qu'on ne se l'imagine généralement, et ses vues sur les équipes de choc pendant la guerre de partisans, « sur les groupes de cinq et de dix » n'étaient nullement un verbiage de profane, mais le fruit de longues réflexions. Fin de l'extrait.

LVOG - J'ai dévoré ces 48 pages et j'attends avec impatience la suite. En comparant la mentalité et le mode de vie de Lénine et de ses compagnons de lutte avec ceux de nos dirigeants, je me suis dit que ceux de ces derniers ressemblaient davantage à celles des petits bourgeois !

Les vertus que l'on prête au capitalisme sont usurpées

Note figurant dans *Le programme du Parti ouvrier* rédigé en 1883 pendant les six mois de prison auxquels Guesde et Lafargue avaient été condamnés à la suite de conférences dans le bassin houiller du Centre.

C'est "leur propre intérêt (aux capitalistes - ndlr) qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.", et non l'intention de les sortir de l'ignorance qui profite aux exploités.

- « *Le travail de l'homme est d'autant plus productif que son intelligence est plus cultivée. Le travail d'un homme ignorant n'a guère plus de valeur que celui d'un animal de force égale. La propriété a le plus grand intérêt à ce que l'instruction soit répandue. Il n'est pas une ferme, pas une manufacture, pas une boutique, dont le revenu ne soit plus grand si elle est située dans une localité où la population est instruite ; c'est donc leur propre intérêt qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.* » (Horace Greeley)

Horace Greeley (3 février 1811-29 novembre 1872) est éditeur d'un important journal américain, l'un des fondateurs du Parti républicain, un réformateur et un homme politique.

Greeley s'est glorifié en prenant des positions radicales sur toutes sortes de questions sociales; peu de lecteurs ont suivi ses suggestions. Utopia le fascine ; influencé par Albert Brisbane, il promeut le fouriérisme. Il préconise toutes sortes de réformes agraires, y compris des lois sur le fermage.

Champion de l'ouvrier, il attaque les monopoles de toutes sortes et rejette les concessions de terre aux chemins de fer.

Quand le nouveau Parti républicain est fondé en 1854, Greeley fait du Tribune son organe abolitionniste national officieux, qui combat l'extension de l'esclavage et du pouvoir esclavagiste dans chacune de ses parutions. (Wikipédia.org)

Pourquoi avoir reproduite cette note? Pour montrer que les capitalistes ne peuvent en aucune manière s'attribuer le mérite d'avoir contribué au progrès social ou de la civilisation humaine ou que l'on ne doit accorder aucune vertu au capitalisme, pas même celle d'avoir participé au développement des forces productives, puisqu'à aucun moment ils n'eurent pleinement conscience ou ils ne furent à l'origine du processus dialectique dans lequel il s'inscrivait et que finalement ils ont subi comme le reste de la société ou les autres classes.

Chaque fois qu'ils promulguèrent une réforme progressiste, ce fut par cupidité, par intérêt, par nécessité pour accroître leur richesse et rien d'autre, toujours à contrecœur de devoir accorder des concessions aux masses exploitées qu'ils haïssaient, qu'on imagine une seconde quelle devait être la condition des ouvriers qui travaillaient jusqu'à 16 heures par jours sept jours sur sept, de leurs enfants voués au même sort cruel, barbare, voilà la vérité sur le capitalisme.

J'ai l'avantage en vivant en Inde depuis plus de 22 ans, de partager le sort des ouvriers qui travaillent six jours sur sept, certes 8 heures au lieu de 16, mais dont les conditions demeurent plus proches de celles du prolétariat de la fin du XIXe siècle que des vôtres en France. Pourquoi ? Parce que quand on travaille six jours sur sept, on vit pour travailler et on ne travaille pas pour vivre, on dispose de peu de temps libre, quand on prend son travail le matin les commerces et les administrations sont fermés, et quand on arrête de travailler en fin de journée ils sont également fermés, pas tout à fait pour les commerces, qui pour les plus petits doivent ouvrir très tôt le matin et fermer très tard le soir, et sont souvent ouverts sept jours sur sept, ce qui transforme en véritables forçats leurs propriétaires et leurs employés quand ils en ont.

Quand je suis arrivé en Inde la première fois en décembre 90, je constatai qu'un grand nombre d'adultes ne travaillaient pas sans connaître le taux de chômage à l'époque, j'estimai qu'il devait être considérable, le travail était rare et les besoins des masses n'étaient pas développés comme aujourd'hui, elles disposaient de beaucoup de temps libre ou elles pouvaient profiter de la vie, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Tout changea en 1991 quand le gouvernement décida de favoriser le développement économique en ouvrant l'économie aux investisseurs étrangers et en facilitant l'accès au crédit, ce qui se traduisit par l'explosion de nouvelles entreprises et des classes moyennes, la création de dizaines de millions d'emplois, par le nivellement par le haut du niveau de vie de toutes les classes. Pour dissuader les paysans et les couches de la petite bourgeoisie des villes qui avaient d'importantes économies de continuer à les déposer en banque (ou sous forme d'or), les banques baissèrent progressivement leur rémunération, de 16% l'an en 1990 elle est passée à 6,70% en 2019, c'est ainsi que des millions de petits commerces ou entreprises artisanales, petites entreprises, maisons, immeubles, écoles privées, etc. virent le jour, ce qui allait enrichir certains et en ruiner d'autres ou tout du moins les appauvrir. On m'a souvent sollicité pour que je m'associe à leurs affaires ou que je les imite, j'ai toujours refusé, je ne partage pas l'idéal du petit bourgeois qui veut s'enrichir à n'importe quel prix.

L'époque des déplacements à pied ou en vélo, du transport en rickshaw ou en char à boeuf était définitivement révolue. L'économie de survie agrémentée de liberté en compensation cédait la place à l'économie de marché, du crédit, de l'endettement agrémentée de la suppression de cette liberté sans autre compensation que le fardeau de nouvelles et multiples charges incompressibles toujours plus lourdes à supporter (Essence, facture élevée d'électricité, téléphone, achat à crédit et entretien d'un deux roues à moteur et assurance, frais scolaire, etc.), qui si elles correspondaient à la satisfaction de nouveaux besoins ont été imposées aux masses, obligeant les femmes à travailler et à partager le cauchemar de celles en occident qui ont des enfants à charge.

S'ils ont refait les routes, électrifier les villages, moderniser ou réaliser de nombreuses infrastructures dans le pays, ce n'était pas pour rendre service à la population mais pour permettre aux capitalistes, aux multinationales, aux oligarques, aux banquiers de s'enrichir. Si l'état des routes était demeuré tel qu'il était en 1990, l'industrie automobile n'aurait jamais pu se développer. le transport du fret et la demande de marchandises en tout genre qui avait explosée, le cycle du capital auraient été ralentis. S'ils n'avaient pas considérablement augmenté (parfois doublé d'un coup, par exemple au milieu des années 2000.) le salaire des fonctionnaires, ils n'auraient jamais pu les motiver pour qu'ils prennent au sérieux leur travail, dont celui des enseignants pour rehausser le niveau d'instruction des écoles publics qui était misérable, etc.

Tandis que j'allais m'endormir hier soir après avoir passé la soirée à lire ces documents, il me vint une idée à l'esprit. Allongé sur le lit les fenêtres ouvertes, respirant l'air des champs recouverts d'épicéas, de tamariniers et d'eucalyptus, par une nuit noire, je me mis à écouter le profond silence qui régnait, imposant, majestueux, quelle tranquillité, quelle paix, quelle sérénité, quel bonheur ! Au lieu d'être propice au sommeil, ce bref moment suffit à me régénérer, alors que quelques instants auparavant j'étais complètement épuisé, minuit était déjà passé, j'en vins à me dire que la ville était littéralement abrutissante et que ce bruit permanent empêchait de penser, de se concentrer pour penser, de penser en profondeur, qui plus est si on y ajoute la télévision, la radio, l'autoradio, le son des haut-parleurs de l'ordinateur (les miens sont toujours éteints), la musique, le brouhaha ambiant qui règne dans les foyers, et que c'était le sort réservé au prolétariat et aux classes moyennes urbaines, contrairement au prolétariat et aux classes moyennes rurales, ce qui expliquait peut-être aussi pourquoi les uns se soulèvent et les autres non, sans que ce soit la seule explication, mais disons que cela peut jouer un rôle important dans la manière d'aborder leur condition, j'y reviens plus loin et ajoutant d'autres éléments qui permettent de les distinguer.

Toujours est-il que le bruit est une source de nuisance pour le bon fonctionnement du cerveau. J'avais lu cette remarque dans les souvenirs de la compagne de Lénine, où elle racontait qu'il avait besoin d'être seul et au calme pour réfléchir à fond sur une question, et c'est vrai. Moi-même, je pense et je travaille davantage quand ma compagne est absente, trois jours par semaine, une bénédiction !

Si on ne peut pas vivre loin du bruit en permanence, il suffit de profiter d'un moment de silence, de préférence en pleine nature, pour que nos idées deviennent soudainement plus claires, pour venir à bout en un éclair d'un problème qu'on s'était acharné à résoudre en vain pendant des heures ou des jours, pour qu'on bénéficie d'un instant de lucidité ou de conscience extraordinaire, ce qui montre au passage que le reste du temps on vit dans un état d'inconscience, ce qui est inévitable et force à la modestie quand on en a conscience.

C'est comme si le cerveau était trop plein, fatigué, pas forcément à force de penser, mais parce qu'il a été trop sollicité par le monde extérieur, tous les sens qui y sont reliés, il a besoin de repos et de sérénité pour se régénérer, pour que toutes ses facultés soient à nouveau disponibles ou en bon état de marche, condition incompatible avec le bruit infernal des villes, à moins de s'enfermer seul dans une pièce comportant des doubles vitrages, des murs et des portes épaisses !

Je plains ceux qui ont fait le choix d'aller vivre en ville quand ils pouvaient vivre en dehors. Et quant à ceux qui n'ont pas eu le choix, on leur conseillera de lutter pour mettre fin au régime le plus tôt possible pour changer de fond en comble la société, sachant que la nouvelle société devra complètement revoir les rapports existant entre la ville et la campagne, modifier ou supprimer les infrastructures existantes, en créer de nouvelles qui soient compatibles avec la réorganisation de la production, et conforme à un mode de vie qui favorise le développement harmonieux des hommes dans le respect de la nature, de leur nature.

[Comment procèdent les idéologues de l'extrême-centre ou du totalitarisme ?](#)

Par l'inversion de la réalité dans tous les domaines ou chaque fois que c'est possible. La victime devient l'accusé, l'agresseur, la victime, l'opprimé, l'opresseur, l'exploité, le profiteur, le rentier, l'exploité, le mensonge, la vérité, l'ignorance, la connaissance, la guerre, la paix, etc.

Cette technique de manipulation des consciences relève du déni de la réalité poussé à l'extrême, car sans se soucier du fait que ce discours soit grotesque ou irrationnel et apparaisse tel quel ouvertement, elle déstabilise, choque, paralyse, empêche toute réaction, rend dérisoire toute réponse, elle est faite uniquement pour susciter une émotion et non pour convaincre, pour détruire les convictions ou les connaissances qu'on a pu acquérir, de sorte que celui qui recourt à cette méthode demeure seul maître de la situation, son interlocuteur reste interloqué.

Privé des instruments de la logique et de la discrimination, du discernement, il ne dispose plus de points de repère pour penser, construire son argumentation, sa pensée est annihilée, mais aussi de la morale puisque son antagoniste recourt à des procédés manifestement déloyaux dignes des procès en sorcellerie employés sous le règne de l'inquisition, il agit en despote...

[Editorial de la Tribune des Travailleurs \(TT\), \(POID\) Que cela plaise ou non...par Daniel Gluckstein, publié le 10 janvier 2019](#)

LVOG - En gros, il vous dit d'aller vous faire foutre ailleurs si vous n'êtes pas d'accord avec lui ! Message reçu 5/5 !

TT- Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat, leurs auteurs ont un point commun : naguère partisans de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de la démocratie politique, ces convertis au « gilet-jaunisme » proclament aujourd'hui que partis et syndicats appartiennent à un monde définitivement disparu. C'est évidemment leur droit. Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

TT - "Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat.

LVOG - . Il ne citera aucun nom, aucune formation politique, bref, il ne fait pas mieux ! Tout comme il citera jamais les sources des données qu'il rapporte et qu'il a été glaner sur les portails tels que le Réseau Voltaire, Le centre de recherche sur la mondialisation et d'autres, à ses yeux Les Echos, Le Monde ou Le Figaro sont plus fréquentables.

TT- Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

LVOG - Ceux qui proclament avec Macron que la France est une démocratie auront apprécié, pas nous qui pensons le contraire. Le régime en France n'est pas une démocratie, mais une dictature démocratique de la bourgeoisie qui au stade l'impérialiste tend de plus en plus vers la dictature pure et s'éloigne de la démocratie, qui pour autant n'a jamais réellement existé, ce que Lénine précisait, mais pas les opportuniste. Quand on fait l'impasse sur sa nature de classe, après on peut tenir un double langage sur tous les rapports qui existent entre les classes et leurs représentations idéologiques ou leur faire dire ce que l'on veut sans que personne ne s'en aperçoive, sauf pour les marxistes.

Faites ce que voulez, cela n'intéresse pratiquement personne !

TT- "N'en déplaise à nos critiques, les travailleurs ne confondent pas les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe avec la politique de leurs directions."

LVOG - "*Les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe*", on veut bien, ce genre de discours était valable il y a un siècle en arrière, depuis on a eu le temps de s'interroger sur leur orientation politique, non ? A ma connaissance, elle a beaucoup changé en un siècle, non ? Ne serait-elle pas devenu la négation de ce qu'elle était à cette époque ? Comme on nous prend pour des demeurés ou des amnésiques, on fait les idiots en posant des questions stupides dont tout le monde connaît la réponse, mais beaucoup de monde aussi se fout, et Gluckstein le sait, sinon il ne pourrait pas tenir ce discours.

Et puis, il faut distinguer les sections syndicales d'entreprises qui sont animées par des militants sincères (admettons-le quand ils ne se laissent pas corrompre) qui défendent les intérêts des travailleurs, des

directions nationales qui défendent les intérêts du patronat ou se positionnent au côté du gouvernement. Mais il faut reconnaître qu'ils sont une minorité, tout du moins à l'heure actuelle. Ceci explique aussi cela.

TT- " La politique de leurs directions. Laquelle peut légitimement être discutée, approuvée ou contestée par les syndiqués"

LVOG - Pour un peu, c'est comme s'il nous disait qu'en démocratie on peut légitimement discuter, approuver ou contester la politique de Macron, par exemple en participant à son "*grand débat national*" attrape-nigauds ou que les travailleurs seraient en droit d'en attendre quelque chose de bon. Si on y participait, ce serait uniquement pour démontrer le contraire et expliquer pourquoi. Depuis que les syndicats ont été pourris par le stalinisme, la social-démocratie dégénérée et l'anarcho-syndicalisme, soit pas loin d'un siècle, quand les syndiqués ont-ils pu virer les bureaucrates corrompus des syndicats, quand ont-ils pu donner une orientation de classe indépendante ou révolutionnaire à leur syndicat, jamais ! Braves gens, soyez heureux, on vous octroie le droit de vous exprimer et nous on s'autorise à ne pas vous écouter, c'est du pareil au même !

TT- "Mais cela n'empêche nullement les travailleurs, dans les grèves et autres mouvements de classe (et dans les élections professionnelles), de manifester leur attachement aux syndicats."

LVOG - Ultras minoritaires dans tous les cas de figure, et l'abstention aux élections professionnelles n'a jamais été aussi élevée. Ils y sont tellement attachés que plus de 95% ne sont pas syndiqués, si on soustrait les retraités et les cadres des 11% de syndiqués en France, ceux qui prennent une carte syndicale comme on prend un billet du loto ou pour se conformer à une tradition, sans réelles convictions ou sans avoir développé la moindre conscience de classe, je me réfère à mon expérience d'employé administratif au GAN en observant les adhérents de la CGT au milieu des années 70 ; 10 ans plus tard, en présence d'une génération plus jeune et n'ayant pas de lien avec le mouvement ouvrier, en tant que technicien chez Konica (ex-U-Bix) et délégué syndical FO, je constaterai que c'était plus difficile de réaliser des adhésions à un syndicat sur une véritable base de classe. Des secteurs économiques, des pans entiers ou des couches entières de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués.

TT- "appendices des gilets jaunes ou d'autres groupements de ce type"

LVOG - Il ne peut contenir plus longtemps son mépris des masses qui tentent de se soulever hors du contrôle du mouvement ouvrier. Ce sont les fossoyeurs du socialisme qui en portent la responsabilité, pourquoi ne pas le dire, pourquoi les ménager ?

TT- "Encore une fois, c'est le droit de chacun en démocratie de mettre en cause l'indépendance syndicale, donc la démocratie."

LVOG -On s'étrangle en lisant cela, quel déni de la réalité. Comment pourrait-on remettre en cause quelque chose qui n'existe pas, quelle entourloupe ! L'indépendance syndicale consiste à défendre des droits sociaux compatibles avec l'existence du régime, et quand ses représentants estiment qu'elle serait menacée, ils sifflent la fin de la partie et les dirigeants se mettent à table pour signer leur capitulation, en 36, en 68, à l'occasion d'une multitude de mobilisations de masse qui étaient en train de prendre de l'ampleur et qui furent ainsi étouffées, trahies. Voilà pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat ou du capitalisme.

TT- "Mais de grâce, messieurs, ne venez pas donner des leçons à ceux qui se réclament de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de ses organisations."

J'ignore de qui parle monseigneur, vous pouvez vous réclamer de ce que vous voulez, cela n'engage que vous et ceux qui sont assez naïfs pour vous croire, vous avez fait vos preuves et votre bilan est désastreux, le reste importe peu. Et de nous sortir ensuite de son chapeau d'illusionniste un syllogisme qui tient du lieu commun en guise de leçons, décidément tel maître tel disciple ! Et de se gargariser du fait que le POID gagnerait des adhérents, le PCF stalinisé en avait compté jusqu'à un million et la CGT aussi stalinisée 5 millions, aurait-on dû s'en féliciter pour autant ?

Monsieur, l'état de grâce des héritiers autoproclamés de Trotsky appartient définitivement au passé, comment faut-il lui dire pour qu'il le comprenne ?

De la tendance Claire du NPA.

- Le gouvernement n'est pas parvenu à venir à bout du mouvement des gilets jaunes. Le mouvement a montré sa force et sa détermination. Des voix s'élèvent et se font de plus en plus entendre contre les violences policières et pour l'amnistie des gilets jaunes. Le mouvement va se poursuivre. Mais il faudra franchir un nouveau seuil pour vaincre Macron et sa politique. Des gilets jaunes interpellent les directions syndicales pour qu'elles cessent de protéger Macron et pour qu'elles appellent à la grève. C'est aujourd'hui la question clé : il faut se battre pour imposer la rupture du dialogue social aux directions syndicales et pour imposer un véritable plan de mobilisation. C'est la question de l'appel à la grève générale qui doit être posée face à un gouvernement qui liquide nos acquis sociaux et qui s'attaque à nos libertés fondamentales.

Sur tous nos lieux de travail, nous devons poser dès lundi la question de la convergence avec les gilets jaunes. Il faut amplifier encore la mobilisation pour l'Acte 10 des la mobilisation samedi prochain. Et surtout, il faut poser la question de la grève et du blocage du pays. C'est le moment !

(A Paris) Notre parti, le NPA, a été la seule organisation de la gauche politique et syndicale à former un cortège au cœur de la manifestation, drapeaux déployés.

LVOG - Hélas !

Brève réflexion sur les rapports entre les classes.

Certaines couches de la classe ouvrière et inférieures des classes moyennes sont prêtes à affronter le régime, dont celles du prolétariat rural, mais pas la majorité. Celles des banlieues et des quartiers ouvriers des grandes villes bénéficient de davantage d'infrastructures et de services publics, du soutien matériel et moral d'associations, de salaires plus élevés, de distractions, de sorte qu'elles supportent relativement mieux leur condition d'existence.

L'isolement des premières les pousse au désespoir, elles ont l'impression d'être complètement abandonnées, d'être injustement sacrifiées sur l'autel de la mondialisation, elles n'ont plus d'autre issue que se résigner à périr à petit feu ou se soulever contre le régime.

Elles sont généralement endettées, comme l'ensemble des travailleurs, aussi l'une des premières revendications sociales qui devrait être avancée devrait être l'annulation de leurs dettes, cela vaut pour les artisans, les patrons des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, etc. qu'on pourrait ainsi gagner au socialisme. A suivre.

Il abdique ou on le chasse !

En "République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette", nulle part : Dehors, place à la République social !

- « Qui a eu la fève ? ». Emmanuel Macron : ce moment embarrassant lors de la galette des rois de l'Elysée - gala.fr 13 janvier 2019

Alors que tout le monde dégustait la frangipane, le président s'est alors lancé dans une drôle d'investigation : « Il cherchait la fève dans la galette géante qui a été servie » raconte un convive au JDD avant de préciser : « On ne lui a manifestement pas expliqué qu'il n'y en a jamais dans les galettes présentée à la présidence depuis 1975 »

Ce rendez-vous du 6 janvier à l'Elysée fut lancé par Valéry Giscard d'Estaing. Et effectivement cette galette de l'Elysée se démarque de toutes les autres par un détail d'importance : elle n'a pas de fève! Le Parisien rappelle qu'il s'agit d'« un héritage de la Révolution, qui tenta de remplacer l'Épiphanie par une Fête des sans-culottes et la galette des Rois par la galette de l'Égalité ». Pour résumé en République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette. Une tradition qui aura échappé à Emmanuel Macron. gala.fr 13 janvier 2019

A propos du "grand débat national".

Ils ne craignent pas les "gilets jaunes", ils craignent par dessus tout les Assemblées populaires qui se développent à travers le pays, ils craignent que les masses s'organisent, constituent des organes politiques indépendants qui intégreraient le mouvement ouvrier. Comment cautionner le régime illégitime, comment justifier qu'une infime minorité continue de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, de gouverner, de décider du sort de tout un peuple.

Un "grand débat" pourquoi ? Devinez.

- Un grand débat pour remettre Macron en marche - Liberation.fr 14.01

La consultation voulue par l'Elysée en réponse au mouvement de colère qui dure depuis deux mois débute ce mardi. Le chef de l'Etat y voit l'occasion de relancer son quinquennat et de renouer avec l'esprit du mouvement qu'il a lancé en 2016. Liberation.fr 14.01

On pourrait presque croire qu'ils ignorent que les masses haïssent Macron...

Déjà clos !

- Macron : une lettre pour ouvrir le grand débat - LeParisien.fr 14.01

Deux jours enfermés dans son bureau élyséen. Et prière de ne pas déranger. « Il travaille sa lettre, peaufine le moindre détail. Chaque mot compte », explique en plein cœur du week-end un proche d'Emmanuel Macron. LeParisien.fr 14.01

Ils veulent nous faire croire que ce minable produit de marketing lancé par l'oligarchie à grand renfort médiatico-financier disposait du pouvoir et de la capacité de concevoir une telle lettre : une pure imposture !

On nous assure que ce n'est "*ni une élection, ni un référendum*" un exercice d'autosatisfaction, un plébiscite! Sous le joug, nous refuserons d'abdiquer nos aspirations légitimes.

- Macron fixe le cadre du grand débat, qui n'est "*ni une élection, ni un référendum*" - AFP 14.01

Le grand débat qui sera lancé mardi n'est "*ni une élection, ni un référendum*", a affirmé Emmanuel Macron dans sa "lettre aux Français", en appelant "le plus grand nombre" à y participer. AFP 14.01

Totalitarisme. Fabrication du consentement à l'asservissement de tout un peuple.

Que propose Macron ? Un exercice d'union nationale, de corporatisme, associer tous les citoyens sans distinction de classe à la réalisation de son programme électoral néolibéral entièrement tourné contre les exploités et les opprimés.

Ils sont impayables, ils en avaient perdu leur latin, maintenant ils ne savent plus lire ou compter : 32, 33, 34...

- Franceinfo - les 32 questions qu'Emmanuel Macron pose aux Français dans sa lettre...

- Le Parisien - 33 questions pour débattre...

- Le HuffPost - Les 34 questions autour desquelles Macron souhaite orienter la consultation...

Les jeux sont faits, circulez, il n'y a rien à voir !

Libération - "2335 mots précisément, pour justifier son projet présidentiel, réaffirmer sa capacité à réformer."

- "En guise de conclusion, Emmanuel Macron ne prend aucun engagement sur la manière dont il tiendra compte de ces deux mois de débat"

Esbroufe pour gagner du temps, en espérant que le mouvement populaire s'essouffle ou se disloque. Ils le disent eux-mêmes à leur manière.

Problème, l'exécutif a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas revenir sur des mesures qu'il a prises depuis 18 mois alors qu'elles sont dénoncées par les gilets jaunes.

Quand le "préambule" de sa lettre... sert de conclusion.

France Info : "S'il veut un débat libre, y compris sur la question de la fiscalité, Emmanuel Macron n'est pas prêt à tous les revirements. "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle", écrit-il dans un préambule général".

Il a fait les questions et les réponses, ils le disent eux-mêmes.

- Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

C'est clair, non ?

Vraiment ? Macron : « Pas de sujet tabou, on n'a peur d'aucun sujet »

- Aucune question sur l'UE, l'euro, l'OTAN, l'ONU, les opérations militaires à l'étranger, etc...

Libération - ISF. Sur ce point, le chef de l'Etat leur adresse très formellement une fin de non-recevoir.

- Aucune question sur les médias, l'armée, la police, la justice qui constituent avec les institutions politiques les piliers du régime...

Les conditions objectives finissent toujours par l'emporter.

Le HuffPost - Il y a un doute: 77% des sondés par Odoxa pour Franceinfo et Le Figaro pensent que le débat ne sera pas mené "de façon indépendante du pouvoir".

Un "enfumage" de plus.

- La lettre de Macron aux Français a mis les gilets jaunes d'accord - huffingtonpost.fr 14.01 Avant le grand débat national, cette missive est vertement critiquée sur Facebook, les gilets jaunes y voyant un "enfumage" de plus. huffingtonpost.fr 14.01

Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

Macron - "Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait". (Cela correspond à ce que nous avons écrit au début de cette causerie.

Qui est l'agresseur, celui qui travaille et perçoit un salaire qui ne lui permet pas de vivre décemment ou celui qui l'exploite et empoche des milliards ?

Qui est l'agresseur, celui qui distribue des centaines de milliards aux plus riches ou le pauvre réduit à l'indigence qui se révolte contre sa condition misérable ?

Qui est l'agresseur, celui qui se gave ou celui qui doit subir le chômage et qui a faim ?

Qui est l'agresseur, celui qui licencie ou celui qui est licencié ?

Qui est l'agresseur, celui qui vit dans une demeure spacieuse ou celui qui est réduit à vivre dans la rue ou dans des immeubles insalubres dont le loyer est exorbitant ?

Qui est l'agresseur, celui qui vous jette à la rue ou celui qui travaille et ne peut pas payer son loyer ?

Qui est l'agresseur, ceux qui manifestent paisiblement ou ceux qui les matraquent, les gazent, les mutilent, les assassinent ?

Qui est l'agresseur, celui qui est attaché aux services publics ou celui qui s'emploie à les détruire ?

Qui est l'agresseur, celui qui promet un avenir meilleur au peuple, ou le peuple qui se révolte parce qu'il constate qu'en réalité son existence est pire de jour en jour ?

Qui est l'agresseur, celui qui fait la guerre à des Etats et des peuples qui ne lui ont jamais déclaré la guerre ou ceux qui exigent le respect du principe de l'autodétermination des peuples et des nations ?

La situation leur échappe, ils le disent eux-mêmes.

Libération - "Emmanuel Macron veut reprendre la main."

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- "Une longue missive, et beaucoup de points d'interrogation."

L'espoir fait vivre... jusqu'à quand, le compte à rebours est lancé

- "Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre", espère le président de la République.

LVOG - Notre réponse : Pour nous non plus, il n'y a pas de questions interdites, nous refusons de consentir à la classe des capitalistes que vous représenter et qui est ultra minoritaire dans la société de détenir le moindre pouvoir. Nous ne serons pas d'accord sur l'essentiel, c'est inévitable, c'est la démocratie. Le peuple n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre, quand il est souverain et que ses décisions sont appliquées sous son contrôle.

Echec et mat. Le projet de Macron : un changement de société ou l'adoption du modèle néolibéral anglo-saxon.

Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

Le questionnement du chef de l'Etat est toutefois limité par quelques invariants : il entend demeurer fidèle aux «grandes orientations» de son projet présidentiel

L'exécutif espère que cette publication permettra d'apaiser les gilets jaunes en donnant à leur colère la possibilité de s'exprimer ailleurs que dans les rues, dans le cadre d'un débat censé mobiliser la nation tout entière. Dans la majorité, certains n'hésitent pas à dramatiser. Macron serait là en train de jouer «sa dernière carte». Il n'en aurait d'ailleurs pas d'autres.

En cas d'échec, il ne lui resterait que la dissolution de l'Assemblée nationale, dont chacun s'accorde à considérer qu'elle pourrait déboucher un raz de marée populiste.

...cette lettre et le débat qu'elle prétend instaurer seraient une entreprise historique dont la portée pourrait dépasser les frontières. «Plus qu'une sortie de crise, ce grand débat sera, s'il réussit, un tournant dans la manière dont les gouvernements [...] associent les citoyens à des projets de transformation», assure Gilles Le Gendre, chef de file des députés de la majorité.

Au même moment, sur Europe 1, le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, assurait que plus «rien ne serait pareil» après le grand débat. Selon lui, cette consultation «obligera à changer la façon de faire de la politique en France». C'est «le fonctionnement de la démocratie» qui s'en trouverait modifié : «Nous allons changer profondément notre façon de faire la loi, notre façon de gouverner le pays», a assuré Mahjoubi. Libération 14.01

Bienvenue en régime totalitaire.

La marque déposées *Les jaunes* vole à son secours. Plutôt "*Grenelle*" qu'un référendum trop risqué.

- Grand débat: Berger (CFDT) rejette l'idée d'un référendum à l'issue - AFP 15.01

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a rejeté lundi soir l'idée évoquée par certains élus de la majorité d'organiser un référendum à l'issue du grand débat, préférant l'organisation d'un "Grenelle du pouvoir de vivre". AFP 15.01

Matignon, Grenelle de la trahison...

Bonne chance, il ne faut "surtout pas" souhaiter que le "grand débat" tourne mal, Macron appréciera.

M. Quatennens (LFI) pense donc que ce débat "fera pschitt" et "craint que, peut-être même parfois, il tourne mal". "Mais il ne faut pas le souhaiter", a-t-il aussitôt ajouté. AFP 15 janvier 2019

Voici la liste exhaustive de ses 32 questions posées aux Français. - franceinfo 13.01

LVOG - Je n'ai pas le temps de peaufiner des réponses à chaque question.

Sur les impôts et les services publics

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?

Réponse : En rendant l'impôt plus progressif, en faisant payer les riches...

2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Réponse : Supprimer la TVA...

3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Réponse : Supprimer les subventions aux médias et au-delà abolir le capitalisme...

4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Réponse : Au contraire, il faut rétablir l'ensemble des services publics tels qu'ils existaient il y a 50 ans...

5. A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Réponse : Annulation de la dette au marché et confiscation des biens et des avoirs de l'oligarchie...

6. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ? Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître. En inversant les rapports sociaux au profit de la majorité qui produit les richesses...

7. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

8. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître... 9. Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

10. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

11. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

Sur la transition écologique

12. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Réponse : En expropriant les patrons et actionnaires du CAC40...

13. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?

Réponse : En rompant avec l'euro et la BCE, en rétablissant la souveraineté en matière monétaire et en rendant le crédit gratuit. En annulant la dette de tous les ménages, à l'exception des riches...

14. Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ? Réponse : La rupture avec le capitalisme...

15. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

Réponse : C'est à chaque citoyen d'en décider librement...

16. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Réponse : Rompre avec le capitalisme...

17. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?

Réponse : Ces choix devront être établis par l'Assemblée constituante souveraine...

18. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

Sur les institutions, la démocratie et la citoyenneté

19. Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Réponse : Pas concerné. Si les institutions étaient réellement démocratiques chaque citoyen saurait s'il doit approuver ou rejeter une proposition de loi ou une mesure. Ce qui ne peut pas être le cas en régime capitaliste.

20. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Réponse : Non.

21. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Réponse : Aucune, la Constitution antidémocratique de la Ve République doit être abrogée...

22. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

23. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (Cese), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Réponse : Aucun. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

24. Faut-il les transformer et comment ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

25. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Réponse : Instaurer une Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment...

26. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Réponse : Non, seule l'Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment détiendrait le pouvoir...

27. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

Réponse : Non, la Constitution de la Ve République doit être abrogée...

28. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

29. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Réponse : Nous ne reconnaissons aucune légitimité au Parlement. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies

30. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République...

31. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Réponse : Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

32. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République. Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

Le "grand débat national" ou le négation de Assemblée populaire ou constituante souveraine.

- L'organisation du grand débat national un peu plus détaillée dans une lettre aux préfets - Le HuffPost13 janvier 2019

"Le Président de la République et le Gouvernement portent une attention forte au bon déroulement du Grand Débat National, sur l'ensemble de notre territoire national." À deux jours du début de la consultation qui débutera partout en France le 15 janvier, on en connaît un peu plus de détails.

Dans un courrier que révèle France info, le directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, Stéphane Bouillon, explique ainsi aux préfets comment va se dérouler le débat au niveau local. Et il leur demande "une implication forte pour le lancement du processus".

L'une des principales requêtes formulées par l'énarque et ancien préfet du Rhône est la désignation d'un référent dans chaque département. Ses missions: s'assurer que "les réunions d'initiative locale pourront bien se tenir, dès le 15 janvier dans un lieu mis à disposition de préférence par une collectivité locale ou une structure associative, et dans des conditions de sécurité" et être en relation avec les élus afin d'organiser au mieux ces réunions.

Stéphane Bouillon ajoute que les préfets n'ont pas pour vocation d'organiser ni d'animer ces débats, mais que leur engagement est souhaitable dans les premiers temps du processus, par exemple pour susciter la prise d'initiative tant chez les élus locaux que chez des militants, des associatifs et autres acteurs. Le HuffPost 13 janvier 2019

S'il faut appeler au boycott des rencontres au sommet entre Macron ou ses ministres avec les syndicats ou les partis ouvriers qui ont pour vocation de lier le sort de notre classe à celui du régime, en revanche, en revanche il faut participer à toutes les réunions publiques ou assemblées populaires des "gilets jaunes" pour exposer notre analyse de la situation et développer nos propositions, etc. c'est une formidable tribune pour les faire connaître aux travailleurs.

Quant à la farce et attrape-nigaud du "*grand débat national*", j'attends d'en savoir davantage sur son déroulement pour me prononcer. Au premier abord j'étais évidemment pour le boycotter, mais maintenant je suis curieux de savoir qui va y participer, si des centaines de milliers de travailleurs vont y aller, si c'était le cas, il faudrait les suivre pour leur exposer notre politique, si au contraire tout indiquait qu'ils le boycotteraient on les imiterait. Tout dépendrait aussi si on pourrait s'exprimer ou non, on peut envisager aussi de tracter massivement à l'entrée de ces réunions. Je ne suis ni un opportuniste ni un gauchiste, j'attends de voir l'attitude des travailleurs avant de me prononcer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: Trump menace de "dévaster" l'économie de la Turquie si elle s'en prend aux Kurdes - AFP 14 janvier 2019

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche la Turquie d'une catastrophe économique, en cas d'attaque contre les Kurdes après le prochain retrait des troupes américaines de Syrie, tout en appelant les Kurdes à ne pas "provoquer" Ankara. AFP 14 janvier 2019

- La France ne quittera la Syrie qu'après "l'éradication de Daech" - Le HuffPost 14 janvier 2019

Voilà qui est dit. Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a réaffirmé dimanche 13 janvier à Amman que la guerre contre le groupe Etat islamique n'était pas achevée en Syrie ajoutant que ceux qui pensent que les jihadistes ont été vaincus "se trompent".

"Il y a deux guerres croisées. Il y a une guerre contre Daech (acronyme arabe de l'EI) qui n'est pas achevée, et ceux qui considèrent que Daech a été éradiqué se trompent. Et puis il y a une guerre civile interne, et parfois les deux guerres ont des liens", a-t-il ajouté. Le HuffPost 14 janvier 2019

Macron et Le Drian, le camp de la guerre perpétuelle. Même politique à l'intérieur et à l'extérieur, la marque de l'impérialisme... Retrait des troupes françaises intervenant en Syrie !

- Trump vante le potentiel de développement économique avec la Turquie - Reuters 15 janvier 2019

Donald Trump, qui menaçait dimanche de "dévaster" l'économie turque si Ankara s'en prenait aux milices kurdes de Syrie, s'est entretenu lundi par téléphone avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, avant de souligner "le formidable potentiel" de développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie.

"J'ai parlé avec le président Erdogan de Turquie pour aviser où nous en sommes sur tous les dossiers, y compris nos deux dernières semaines de succès dans le combat contre les vestiges de l'EI et une zone de sécurité de 20 miles (ndlr, 32 km, dans le nord de la Syrie)", a tweeté le président des Etats-Unis.

"Nous avons aussi parlé du développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie - formidable potentiel de l'enrichir considérablement !", ajoute-t-il.

Dans son compte rendu de leur entretien, la présidence turque a elle aussi noté que les deux dirigeants avaient évoqué la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie, d'où les groupes armés devraient se retirer, a annoncé la présidence turque. Reuters 15 janvier 2019

Bolivie

- Cesare Battisti, expulsé de Bolivie, attendu lundi en Italie - AFP 14 janvier 2019

Cesare Battisti, ex-activiste d'extrême gauche italien condamné à perpétuité en Italie pour quatre meurtres, est attendu lundi midi à Rome où il doit être emprisonné, après avoir été expulsé par la Bolivie.

"Il rentrera directement de la Bolivie. De cette façon, l'ex-terroriste purgera la peine prononcée par la justice italienne : la perpétuité!", a précisé le ministre italien de la Justice Alfonso Bonafede sur son compte Twitter.

Cesare Battisti avait été condamné une première fois au tournant des années 80 à 13 ans de prison pour appartenance à un "groupe armé", les PAC (Prolétaires armés pour le communisme), un groupuscule d'extrême gauche particulièrement actif à la fin des années 70 et considéré comme "terroriste" par Rome.

Dès 1981, Battisti est exfiltré de prison au terme d'un raid éclair mené par des membres présumés des PAC. Fuyant l'Italie, il est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité pour quatre homicides et complicité de meurtres dans les années 1970 - les "années de plomb" en Italie.

La justice italienne l'a condamné notamment pour son rôle dans les meurtres d'un boucher et d'un joaillier, abattus froidement par balles.

Cesare Battisti, qui clame son innocence, vivait en exil au Brésil depuis 2004, après avoir passé près de 15 ans en France.

L'homme aujourd'hui âgé de 64 ans avait refait sa vie dans ce pays où il a un jeune fils mineur de mère brésilienne, une paternité sur laquelle il comptait d'ailleurs pour le protéger légalement d'une extradition du Brésil.

Il a toujours clamé son innocence.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a félicité dimanche sur Twitter "les responsables de la capture du terroriste Cesare Battisti".

En 2010, ce dernier avait bénéficié d'une décision du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, du Parti des Travailleurs, qui avait bloqué son extradition vers l'Italie pourtant autorisée par la Cour suprême.

Le 13 décembre, un juge de la Cour suprême du Brésil avait ordonné l'arrestation de Cesare Battisti "en vue d'une extradition".

L'acte d'extradition avait été signé le lendemain par le président conservateur Michel Temer, auquel Jair Bolsonaro a succédé le 1er janvier. Mais les autorités brésiliennes avaient ensuite perdu sa trace. Selon une source gouvernementale bolivienne, il est entré "de manière illégale dans le pays".

Le fils du président brésilien, le député Eduardo Bolsonaro, a commenté l'arrestation en italien sur Twitter: "le Brésil n'est plus une terre de bandits. Matteo Salvini, le "petit cadeau" va arriver".

Le chef de La Ligue (extrême droite), homme fort de l'Italie, n'a pas manqué aussi d'adresser des remerciements à Jair Bolsonaro, son nouvel allié.

Cesare Battisti avait été repéré "avec certitude" en Bolivie, la semaine dernière à Santa Cruz, où une opération avait été préparée avec la police bolivienne, a-t-on appris auprès du gouvernement italien.

"Battisti a été arrêté dans la rue, il n'était pas armé et n'a pas opposé de résistance. Il a répondu à la police en portugais et montré un document brésilien qui confirmait son identité.

Il avait demandé le statut de réfugié politique à la Bolivie mais La Paz n'avait pas donné suite à sa requête.
AFP14 janvier 2019

- "Contre-révolutionnaire" ou stratégique: l'expulsion de Battisti divise en Bolivie - AFP15 janvier 2019

Raul Garcia Linera, le frère du vice-président Alvaro Garcia Linera, a qualifié de "contre-révolutionnaire" la décision d'expulser l'Italien, un choix "injuste, lâche et réactionnaire".

"Les intérêts de l'Etat se sont placés au-dessus de la morale révolutionnaire, de la praxis révolutionnaire. Nous avons livré un prisonnier qui avait demandé l'asile, comme une simple marchandise, un acte contraire aux règles", a-t-il déclaré.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Hugo Moldiz, a estimé que les droits de Cesare Battisti n'avaient pas été respectés et que le "coût politique pour le gouvernement bolivien serait élevé".

"C'est comme si on avait attrapé (Ernesto) Che Guevara et qu'on l'avait livré à la droite", s'est indigné de son côté Rolando Cuellar, chef des jeunes du parti du président Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui a qualifié le ministre de l'Intérieur, Carlos Romero, de "Judas".

Pour le sociologue Carlos Borth, la décision du président bolivien, en campagne pour un quatrième mandat, se veut un message en direction de l'Union européenne (UE). "Cette décision vise à ne pas ouvrir d'autres fronts de tension sur la scène internationale, en particulier avec l'Union européenne", estime le chercheur.

Ces dernières années, la Bolivie et l'UE entretiennent des relations plutôt tendues. En mars 2017, notamment, la décision de La Paz de doubler la surface de culture légale de la feuille de coca, de 12.000 à 22.000 hectares, avait fait grincer des dents à Bruxelles.

Selon une étude financée par l'Union européenne en 2013, quelque 14.700 hectares de coca sont suffisants pour couvrir la demande légale.

Ne pas avoir expulsé Battisti "aurait eu des conséquences imprévisibles pour la Bolivie", a ajouté Carlos Borth.

"Le régime de gauche d'Evo Morales a accepté de livrer Battisti en raison de ses intérêts stratégiques", juge pour sa part Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po.

"Il y aura une présidentielle en Bolivie en 2019, la Bolivie va mieux que le reste de l'Amérique du Sud (si on prend en compte) ses indicateurs économiques, elle a besoin d'un contexte régional pacifié", a-t-il ajouté. Evo Morales était un des seuls présidents d'Amérique latine de gauche à participer à la cérémonie d'investiture du président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et "la Bolivie fait face à des renégociations importantes, en ce qui concerne le gaz, dans ses relations bilatérales avec le Brésil", rappelle le chercheur.

Le Brésil est le principal marché pour le gaz bolivien.

"Cette arrestation permet à la Bolivie d'envoyer un signal vis-à-vis du gouvernement brésilien", a ajouté M. Estrada. AFP15 janvier 2019

C'est ce que les fossoyeurs du socialisme appellent "*le socialisme du XXIe siècle*".

Brésil

- Le gouvernement Bolsonaro veut durcir la répression face aux paysans "sans terres" - Reuters 15 janvier 2019

Le nouveau gouvernement brésilien souhaite modifier le droit pour que les envahissements de terrains agricoles par des paysans "sans terres" soient considérés comme du terrorisme, a déclaré lundi un responsable du ministère de l'Agriculture.

Nabhan Garcia, chargé des questions foncières à la tête d'un secrétariat nouvellement créé au sein du ministère, a précisé que le gouvernement du président Jair Bolsonaro allait devoir convaincre les parlementaires de réformer la loi et d'octroyer plus d'autonomie aux forces de police pour qu'elles agissent face à ces envahissements.

"C'est le défi de notre gouvernement de faire la démonstration au Congrès qu'il s'agit d'un fait très proche du terrorisme, voire que cela peut être considéré dans certaines circonstances comme du terrorisme, et d'avoir une application plus sévère de la loi", a-t-il dit à la presse.

Le secteur agro-industriel a fourni au président issu de l'extrême droite un fort soutien lors de la campagne électorale.

A l'inverse, le Mouvement des sans terres (MST) était une des bases majeures de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva. Reuters15 janvier 2019

Venezuela

LVOG - Venezuela. La dernière provocation en date.

- Venezuela : le président du Parlement brièvement détenu - AFP 14 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, la seule institution contrôlée par l'opposition, a été arrêté dimanche pendant près d'une heure par les services de renseignement, et le gouvernement s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation.

Juan Guaido, 35 ans, a été arrêté par des hommes du Service bolivarien de renseignement national (Sebin), alors qu'il circulait sur l'autoroute pour se rendre à une réunion publique à Caraballeda, à 40 km de la capitale.

Le gouvernement vénézuélien s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation, l'imputant à une décision "unilatérale" de fonctionnaires des services de renseignement.

"Nous avons appris qu'un événement illégal s'est produit, au cours duquel un groupe de fonctionnaires agissant unilatéralement a mené une procédure irrégulière contre le député Juan Guaido", a déclaré le

ministre de la Communication, Jorge Rodríguez, dans une déclaration diffusée à la télévision gouvernementale.

"Ces fonctionnaires qui se sont prêtés à cette mise en scène contre le déroulement normal de vie de la République sont en train d'être démis et soumis à une procédure disciplinaire la plus stricte afin d'établir s'ils se sont bien prêtés à ce type d'événement".

"Si Jorge Rodriguez dit qu'il s'agit d'une opération spontanée, cela veut dire que (le président Nicolas) Maduro ne contrôle plus l'armée, qu'un maillon s'est rompu dans la chaîne de commandement", a réagi M. Guaido.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a dénoncé quant à lui une arrestation "arbitraire". "Nous appelons les forces de sécurité à défendre la Constitution et les droits des Vénézuéliens. Les Etats-Unis et le monde regardent", a-t-il commenté sur Twitter. AFP 14 janvier 2019

- Venezuela: Maduro qualifie de "show" l'arrestation du président du Parlement - AFP 15 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié lundi de "show médiatique" l'arrestation la veille pendant près d'une heure du président du Parlement, l'opposant Juan Guaido, l'attribuant à des agents des services de renseignements souhaitant déstabiliser le gouvernement.

Pour Nicolas Maduro, qui s'exprimait devant l'Assemblée constituante, composée uniquement de ses partisans, cet incident s'est produit à cause de la "participation d'un groupe de fonctionnaires" du Sebin, qualifiés de "corrompus" et de "traîtres".

"Quelle coïncidence! Une caméra professionnelle qui cadre parfaitement (...), qui filme le moment où le député (...) est arrêté", a déclaré le président socialiste, parlant de "faits étranges".

Le chef de l'Etat, qui a été investi le 10 janvier pour un deuxième mandat de six ans contesté par l'opposition et non reconnu par une bonne partie de la communauté internationale, a assuré qu'en apprenant cette arrestation, il avait ordonné la destitution de ces agents qui s'étaient "prêtés à un show médiatique".

"J'agirai de cette façon contre n'importe quel fonctionnaire qui trahira son serment (...) Main de fer contre la corruption ! Main de fer contre la trahison ! Ma main ne tremblera devant personne (...). Nous sortirons plus fort de chaque show", a-t-il prévenu. AFP 15 janvier 2019

- Affaire ExxonMobil : Nicolas Maduro publie les preuves - Réseau Voltaire 9 janvier 2019

Selon la transnationale états-unienne ExxonMobil, la marine du Venezuela a expulsé deux navires explorant les fonds des eaux territoriales de la zone contestée entre le Venezuela et le Guyana, le 22 décembre 2018. Sur la foi de ce communiqué, le Guyana, puis les États-Unis, et enfin le Groupe de Lima ont condamné le militarisme vénézuélien.

Au paragraphe 9 de la Déclaration du Groupe de Lima en date du 4 janvier 2019, les 13 États restant de cette organisation ont dénoncé la provocation militaire du Venezuela qui menace la paix et la sécurité de la région [1].

Or, le 9 janvier, le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'occasion d'une conférence à la presse internationale, a présenté les preuves de la machination contre son pays.

Il a diffusé des vidéos et des enregistrements des conversations entre le capitaine d'un des deux navires en cause et l'armée vénézuélienne. Le capitaine donne sa position exacte, il admet être dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela et ne disposer que d'une autorisation du gouvernement du Guyana qui venait de chuter la veille. L'armée lui ordonne alors de quitter le territoire.

La révélation de cette supercherie médiatique dément la communication d'ExxonMobil, principal fournisseur de pétrole du Pentagone et société anciennement dirigée par Rex Tillerson (précédent secrétaire d'État US)

[2]. Elle fait perdre au Royaume-Uni la justification de sa proposition d'installation d'une base militaire au Guyana. Et elle retarde la préparation de la guerre entre Latino-américains que le Pentagone prépare [3].

Le Venezuela a donné deux jours au Groupe de Lima pour retirer le paragraphe 9 de sa déclaration. Réseau Voltaire 9 janvier 2019

- Le Groupe de Lima reconnaît la manipulation belliqueuse états-unienne - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Suite à la révélation des preuves de l'affaire ExxonMobil par le président vénézuélien Nicolas Maduro, les États membres du Groupe de Lima ont retiré l'article 9 de leur communiqué commun. Ce texte dénonçait une provocation du Venezuela mettant en danger la sécurité collective.

Cependant, deux États n'ont pas apporté leur correction : le Canada et le Paraguay. Pour eux la version d'ExxonMobil et du département d'État US est toujours valide : malgré les preuves qui la démentissent, l'armée vénézuélienne aurait chassé un bateau de prospection pétrolière (photo) des eaux contestées avec le Guyana.

Au contraire, les enregistrements attestent que l'incident a eu lieu à l'embouchure de l'Orénoque, donc dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela.

Il n'échappe à personne que le gouvernement du Guyana avait été renversé la veille de l'incident par un député de son propre parti, Charrandas Persaud, qui s'est enfui de son pays pour se réfugier au Canada.

Cette polémique illustre de manière indubitable qu'ExxonMobil et le département d'État US ont eu recours au mensonge pour fomenter une guerre entre Latino-américains.

Par ailleurs, alors que le Groupe de Lima n'a pas reconnu le second mandat du président élu Nicolas Maduro, le Guyana et Santa Lucia ont accepté les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs vénézuéliens. Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Honduras

- Une nouvelle caravane de migrants se forme au Honduras - AFP 15 janvier 2019

Des dizaines de candidats au départ se rassemblaient lundi dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras, en vue de former mardi une "caravane" à destination des États-Unis, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Zimbabwe

- Zimbabwe: les manifestations contre la hausse des prix du pétrole font des morts - AFP 14 janvier 2019

Plusieurs personnes ont été tuées lundi au Zimbabwe lors de violentes manifestations contre la forte hausse des prix du carburant décrétée par le président Emmerson Mnangagwa, dans un pays au bord de l'explosion sociale pour cause de crise économique et financière.

Au premier jour d'une grève générale de trois jours, la police est intervenue pour disperser des centaines de personnes qui ont bloqué les routes et pillé des commerces dans les deux plus grandes villes du pays, Harare et Bulawayo (sud), paralysant largement l'activité.

D'importants effectifs de l'armée ont été déployés en fin de journée dans plusieurs quartiers de Harare et Bulawayo.

Depuis près de vingt ans, l'économie zimbabwéenne n'en finit pas de dégringoler, étranglée financièrement par un manque criant de liquidités et une inflation galopante.

Sa situation s'est encore aggravée ces derniers mois. De nombreux produits de base manquent, à commencer par le pétrole. Des kilomètres de queue de véhicules se sont formés devant les stations-service du pays.

Samedi soir, M. Mnangagwa a annoncé la multiplication par deux et demi des prix de l'essence, dans l'espoir de réduire la consommation et les trafics liés à la dévaluation de la quasi-devise locale, les "bond notes".

Cette hausse a mis le feu aux poudres. De nombreux Zimbabwéens redoutent qu'elle provoque une flambée généralisée des prix.

La Confédération syndicale du Zimbabwe (ZCTU) a dénoncé une "folie" et appelé la population à arrêter le travail jusqu'à mercredi.

En visite lundi en Russie, le président Mnangagwa a répété devant la presse que sa décision était "nécessaire".

"Il faut du temps pour que tout soit en place et les résultats apparaissent, l'économie commence à croître et le bien-être des personnes s'améliore", a-t-il plaidé.

Dans les quartiers pauvres de Harare, les manifestants ont déversé lundi leur colère contre le gouvernement en bloquant les routes menant au centre-ville.

"Nos perspectives de carrière sont mortes, tous ceux qui ont plus de 18 ans sont condamnés à rester chez eux sans travail", a vociféré l'un d'eux, Elisha Sukunyudzai. "Le gouvernement doit faire quelque chose car nous avons voté pour lui".

A Bulawayo, un fief de l'opposition, des centaines de manifestants ont également érigé des barricades, attaqué des minibus, pillé des magasins et détruit ou incendié des véhicules, selon un correspondant de l'AFP.

"Le gouvernement sait désormais que nous sommes en colère contre la décision stupide d'augmenter les prix de l'essence", a justifié un protestataire, Philani Nyoni. AFP 14 janvier 2019

Vous aurez constaté que nulle part l'AFP ne condamne la répression sanglante des manifestants, et les puissances occidentales dont l'AFP est le porte-parole sont muettes, normal, elles avaient salué la "*transition démocratique*" au Zimbabwe... à la mitrailleuse !

Au Zimbabwe comme en France ou au Bangladesh : même combat pour en finir avec les inégalités et les injustices qui frappent les masses exploitées...

Bangladesh

- Bangladesh: grève des ouvriers du textile pour de meilleurs salaires - AFP 13 janvier 2019

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes d'habillement mondiales ont débrayé dimanche et manifesté pour demander de meilleurs salaires, dans le cadre d'un mouvement entamé il y a une semaine.

La police a indiqué avoir utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule d'ouvriers en grève à Savar, un faubourg de la capitale Dacca où s'était produit l'effondrement du complexe textile du

Rana Plaza, l'une des pires catastrophes industrielles, qui avait tué au moins 1.130 personnes le 24 avril 2013.

Mardi, un ouvrier avait été tué et 50 blessés au cours de manifestations qui avaient rassemblé quelque 5.000 personnes à Dacca et sa banlieue, lorsque la police avait fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

Depuis sept jours, les ouvriers du textile manifestent pour réclamer une hausse des salaires. Ce mouvement émaillé de violences a contraint des usines à fermer.

Dimanche, "les ouvriers ont dressé des barricades sur l'autoroute, nous avons dû les faire partir pour faciliter la circulation", a indiqué à l'AFP un responsable de la police, Sana Shaminur Rahman.

"Jusqu'à présent 52 usines, certaines importantes, ont cessé leur activité à causes des manifestations", a-t-il dit.

Le dirigeant syndical Aminul Islam a accusé les propriétaires des usines de recourir à la violence contre les grévistes.

Mais ces derniers "sont plus unis que jamais", a-t-il dit à l'AFP. "Apparemment, ils ne quitteront pas la rue tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites".

Les salaires minimum pour les ouvriers les plus mal payés ont augmenté d'un peu plus de 50% ce mois-ci, pour atteindre 8.000 taka (83 euros, 95 dollars) par mois.

Mais les travailleurs intermédiaires indiquent avoir eu une augmentation dérisoire, au regard de l'augmentation du coût de la vie, notamment celui du logement.

Le mouvement de protestation est le premier test d'ampleur pour la Première ministre Sheikh Hasina depuis sa victoire aux élections du 30 décembre marquées par des violences et des accusations de fraudes, pour un quatrième mandat.

L'économie du Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, repose largement sur les millions d'ouvriers employés dans des ateliers de confection à des salaires très bas.

La vente de vêtements représente quelque 80% des exportations du pays, avec de gros clients comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi.

Les 4.500 usines de textile et d'habillement du Bangladesh ont produit pour plus de 30 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros) de vêtements en 2018.

Le Bangladesh a été l'an dernier le deuxième exportateur de vêtements après la Chine et ambitionne de développer encore ce secteur pour en faire une industrie pesant 50 milliards de dollars par an d'ici 2023.
AFP 13 janvier 2019